



CHAPITRE 23

Loi pour assurer aux colons le crédit nécessaire à la bonne exploitation de leur lot

[Sanctionnée le 9 mars 1944]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S. R.,
c. 103,
aa. 16-18,
aj.

1. La Loi du département de la colonisation (Statuts refondus, 1941, chapitre 103) est modifiée en y ajoutant, après l'article 15, les suivants:

Fonds
pour paiement
d'intérêt,
etc.

"16. Un fonds annuel de cinquante mille dollars est créé et le lieutenant-gouverneur en conseil peut affecter ce fonds au paiement d'une partie de l'intérêt sur des prêts consentis par des syndicats coopératifs à des colons et au paiement de la prime de polices d'assurance affectées à la garantie de tels prêts.

Condi-
tions des
prêts.

"17. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les conditions auxquelles les prêts devront être consentis pour bénéficier des dispositions de l'article précédent et il peut autoriser le ministre de la colonisation à faire, avec des syndicats coopératifs, ou des unions ou fédérations de tels syndicats des conventions à cette fin.

Dépenses.

"18. Les dépenses occasionnées par l'application des articles 16 et 17 de la présente loi sont payées sur le fonds consolidé du revenu."

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

CHAPTER 23

An Act to secure for settlers the credit necessary for the proper working of their lots

[Assented to, the 9th of March, 1944]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Colonization Department Act R. S., (Revised Statutes, 1941, chapter 103) is amended by adding thereto, after section 15, the following sections:

"16. An annual fund of fifty thousand dollars is created and the Lieutenant-Governor in Council may devote such fund to the payment of a portion of the interest on loans to settlers made by cooperative syndicates, and to the payment of the premiums on insurance policies assigned as security for such loans.

"17. The Lieutenant-Governor in Council shall determine the conditions upon which the loans must be made in order to benefit by the provisions of the preceding section and he may authorize the Minister of Colonization to make agreements for such purpose with cooperative syndicates or unions or federations of such syndicates.

"18. The expenses incurred through the carrying out of sections 16 and 17 of this act shall be paid out of the consolidated revenue fund."

2. This act shall come into force on the day of its sanction.